

Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Rédaction-Administration :
145, QUAI DE VALMY. — PARIS (10^e)Fondé en 1895 par
Louise MICHEL et Sébastien FAUREC. C. Postal : JOULIN Robert, 5561-76 Paris.
ABONNEMENT : 6 mois, 120 fr. ; 1 an, 240 fr.

UN SCANDALE dont on parle peu

« Bon appétit Messieurs, ô ministres intègres », faisait dire Victor Hugo à Ruy Blas devant la découverte d'intrigues engendrées par le pouvoir. Mais les forfaits qui suscitent l'indignation de ce personnage classique n'étaient que jeux d'enfants auprès des immondices offertes par le bourbier gouvernemental aux regards contemplant.

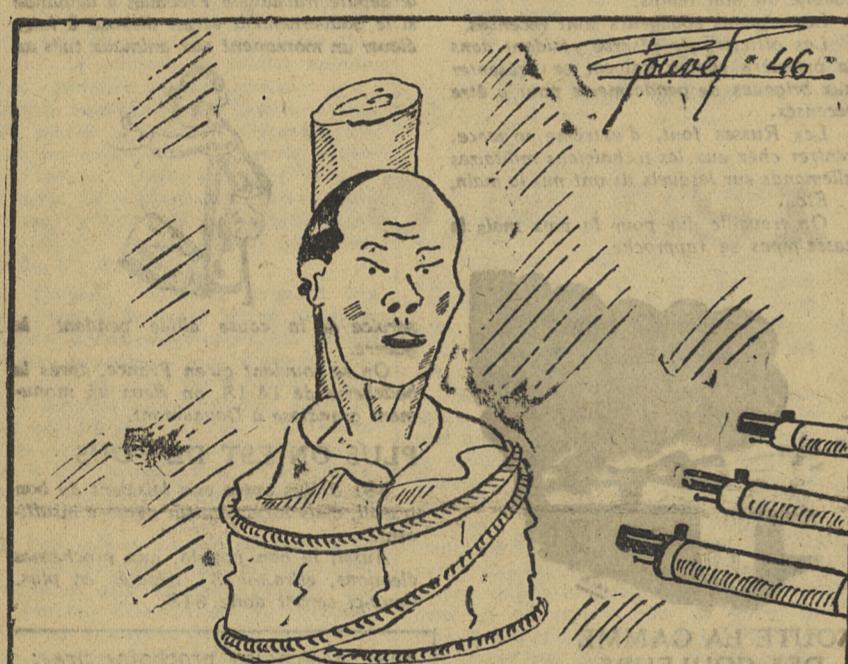
La corruption des sphères dirigeantes a atteint des proportions telles que ceux qui jouissent des avantages de leur position de premiers rôles ne perçoivent plus que les coups qu'ils portent à leurs rivaux sont autant de coups portés à eux-mêmes, car c'est tout l'appareil gouvernemental qu'ils discréderont — ce à quoi nous applaudissons.

Les vertueux Yves Farge, ce ministre du Ravitaillage, qui se complait dans les attitudes d'un décret de troisième zone, n'offre pas

plus d'intérêt que ses co-équipiers. S'il est tellement incommodé par l'atmosphère emplie d'ambitions ministérielles, que ne démissionne-t-il pour respirer un peu de cet air pur qui paraît lui manquer ? Soyons assurés que les fameuses révélations dont il feint de menacer tant de haute personnalités tendent à autre chose qu'à améliorer le sort de ceux dont la faim n'est pas satisfaite. Ce héros du cavalcade aura néanmoins mis à nu — peut-être plus qu'il ne l'aurait voulu — la mare de boue dans laquelle se vautrent les professionnels de la politique et d'innombrables notabilités des grandes administrations.

Les scandales du vin, de la farine, de la finance, du textile, etc., ne sont pas une nouveauté. Que tout ce beau monde ne joue point les indignés ; on ne vit pas au milieu d'une meute sans savoir qu'il y trouve des loups. Et cet accès de vertu vient vraiment un peu tard.

EN INDOCHINE



A la manière de...

Vote et Révolution

On te demande de voter. Et tu t'accordes de ce que l'on nomme « le devoir civique ». T'es-tu jamais demandé la signification de ton geste et la portée de ce droit qu'on t'accorde avec tant de munificence ? Crois-tu que si ton acte était vraiment dangereux, la presse bourgeois insisterait tant auprès des électeurs pour que tu l'accomplies ? La bourgeoisie a besoin que tu ratifies sa domination. On te demande de respecter les institutions. En votant tu en justifie le fonctionnement. Dans l'esprit des bourgeois tu n'es qu'un petit garçon. Une laisse t'est donc nécessaire. Tu es incapable de t'orienter. Tu as besoin d'un bras qui te tende vers toi, non pour te soutenir, mais pour te menacer. « Notre ennemi c'est le autre » disait clairement La Fontaine. Il ne semble pas que tu en sois convaincu. Tu votes aujourd'hui comme lui. Tu voteras demain.

C'est chez toi un besoin physiologique de jeter cette main tremblante un bulletin dans l'urne. Le droit de voter, c'est la liberté qui te conquiert. Tu es libre de choisir parmi tes maîtres mais t'en faut absolument. Souvent t'ai pensé à l'exceptionnelle élévation d'esprit que témoignerait un vaste éclat de rire à l'audition d'un candidat s'afforçant de croire à ses mensonges. Ce serait la preuve formidale d'une maternité sociale agissante. Dans les Palais des Républiques ne ressemblerait plus des voix méprisantes. Le concert social serait scandé par l'activité industrielle de la richesse et de l'abondance. Le vote ne sera plus considéré comme une bonne farce ayant fixé les hommes dans l'inertie des siècles.

Quel frémissement orgueilleux s'empare de l'avocat élu. Il va pouvoir griser sa langue dans la solennité et les honneurs.

Pris dans la grande machine du Pouvoir il n'aura pas à faire grand' chose sinon de se trouver toujours d'accord avec ses adversaires même lorsque dans un débat orageux il aura levé la lance sur eux. Puis les fauteuils parlementaires assagissent. Il n'est plus nécessaire d'avoir de la volonté parce qu'il n'est plus nécessaire de rien bouger. Devient réaliste, c'est-à-dire on passe de l'autre côté.

Mais, me direz-vous, l'électeur n'est-il pas plus responsable ? Ne vote-t-il pas uniquement par routine sans comprendre qu'il perpétue le régime du chaos ? Veut-il vraiment quelque chose en échange de son bulletin ? Ne le considère-t-il pas comme une coutume dont il serait mal de se défaire ?

Les anarchistes représentent une minorité d'hommes qui ont définitivement compris. Ils trouvent grotesques que des hommes qui se disent expérimentés par la vie s'y laissent prendre toutes les fois.

Ils dépensent des efforts laborieux sous les sarcasmes des imbéciles pour

appeler le prolétariat à l'action permanente. C'est de l'action révolutionnaire que sortent les grands progrès. Jamais un pion de terrain social ne fut conquis par une loi. Le rôle de la loi c'est de ratifier ce qui existe en escamotant ; c'est de légaliser ce qui a été acquis par la force en le grignotant par une réglementation jésuite. Les hommes n'agissent que lorsque le vase déborde. Que lorsque la vie dans les conditions données n'est plus possible.

En action, il est difficile dès lors de les maîtriser. Et parfois, ils sont capables d'aller très loin dans les réalisations.

L'arme utilisée par les révolutionnaires de toutes fractions pour les forcer à se tenir tranquilles, c'est la peur. On force les hommes à supporter leur fait en leur présentant toutes sortes de fantaisies.

(Suite page 3.)

Les restrictions alimentaires et la santé publique

Depuis plus de six ans, nos dirigeants successifs nous soumettent au régime de la demi-diète.

Le « Libétaire » devrait amener la fin des restrictions. Nous devions renoncer définitivement aux conditions dites normales (c'est-à-dire, à défaut d'abondance, avoir moins, moins strict nécessaire). Hélas ! depuis deux ans, les plus optimistes ont eu le temps de perdre leurs illusions !

Tout se passe comme si les gens étaient particulièrement intelligents qui président à nos destinées : étaient tout ce raisonnement : « Puisque les Français ont supporté des années une alimentation nettement insuffisante (jointe à un manque de chauffage et à une pénurie de vêtements) et que dans l'ensemble il ont survécu à ce régime, il n'y a pas de raison de ne pas continuer ! » Et pour parer à la débâcle économique, il n'a trouvé qu'une solution : sacrifier les besoins vitaux et la santé des travailleurs. Car ces années de restrictions ont laissé des traces profondes et indélébiles.

A plusieurs reprises, le corps médical et l'Académie de Médecine ont donné l'alerte. De nombreux travaux ont démontré que les rations allouées étaient loin d'apporter à l'organisme le nombre de calories indispensables, que l'apport des divers éléments nécessaires à l'organisme était nettement insuffisant.

Certes, peu de gens sont contents des rations officielles et c'est heureux, car sans cela, il n'y aurait jamais eu assez de fourneaux. Mais il nous suffit d'avoir vu arriver dans sa sagesse l'heureuse époque où les pauvres sens que leurs maigres ressources contraint à se contenir de leurs cartes et que ce régime avait amené à un état de cachexie considérable. Il nous suffit d'avoir vu dans les asiles (que l'occupant avait refusé de reconnaître comme hôpitaux et l'augmentation des envois à l'étranger de produits manufacturés par les usines allemandes). L'on sait, depuis, que les gouvernements américains et anglais ont approuvé et mis en vigueur les « recommandations » des magnats ex-nazis. Et l'on parlerait alors de pendre tous les responsables allemands de la Grande Tuerie ? Allons donc...

C'est que l'enchevêtrement actuel des intérêts privés anglo-saxons-allemands est poussé à un degré inouï. Dès les participations américaines dans l'économie du Reich étaient nombreuses avant guerre et M. Edwin Pauley, représentant de M. Truman, pouvait avouer, dans un discours récent, que :

(Suite page 3.)

« Nous avons prêté de l'argent à l'Allemagne pour construire la plus normale... »

La réclamation d'aujourd'hui, c'est que l'homme soit nourri et que l'organisme soit protégé contre les maladies. Les astéropores, caractérisées par une raréfaction, une destruction, une porosité, une fragilité pathologique des tissus osseux. Celles-ci, en particulier, ont subi un accroissement considérable : Costes et Gaucher, pour 2 ou 3 cas de ces astéropores de famine en 1941, en ont vu 25 en 1943 et 50 dans le 1^{er} semestre de 1944.

Des études sérieuses ont démontré que ces affections sont dues essentiellement au déficit en certaines vitamines (vitamine D surtout) et en calcium. Les tables de Mme Randoin et celles de Ibenglaia donnaient pour le régime officiel de 1941, un déficit en calcium de 60 à 70 %, en phosphate de 50 % et en vitamine D de 95 %.

On peut affirmer que non seulement les rations officielles, mais même les rations pratiques moyennes restent, en ce

(Suite page 3.)

Après deux ans d'existence, la quatrième République en est à sa sixième campagne électorale.

La Libération continue...

L'IMPUSSANT VETO La paix et la guerre

Le monde éprouve les plus grandes difficultés à remonter des abîmes qu'il a plongé la guerre mondiale. De toutes parts d'insurmontables obstacles s'opposent à l'élevation naturelle vers de meilleures conditions d'existence des peuples divers. Les nations les plus favorisées, comme les Etats-Unis, n'échappent pas à cette loi : c'est que les problèmes internationaux pesent d'un poids de plus en plus lourd sur les possibilités nationales.

Nous ne peut — et ne s'aviserait d'aillers de le faire — nier l'entièreté interdépendance des Nations. Les capacités prodigieuses des potentiels économiques exigent impérieusement des débouchés extra-nationaux. Tout pousse au renversement rapide des barrières frontalières et l'humanité marche vers une unification sans limite artificielle : les frontières et les Patries appartiennent désormais au Passé et leur suppression de fait n'est guère éloignée étant déjà accomplie.

C'est la raison profonde qui anime — inconsciemment, sans nul doute — le dernier discours de M. Truman à l'ouverture de l'Assemblée de l'ONU, lorsqu'il insiste sur le fait que : « cette réunion de l'Assemblée symbolise l'abandon de la politique américaine d'isolement. Deux faits nouveaux, en effet, émergent, puissants et impérieux, bien au-dessus des nouveautés nées de la guerre.

En premier lieu, cet abandon proclamé par M. Truman de l'isolement américain, en second lieu une politique nouvelle et à longue haleine, d'exportation russe. Le fameux « Rideau de Fer », les accords économiques soviétiques-sudénois, la participation aux adjudications pour la construction du barrage d'Assouan (Egypte) en sont les manifestations sinon les plus dangereuses du moins les plus spectaculaires. Quoi d'étonnant que ces deux politiques impérialistes se rencontrent et se heurtent ?

Car et nous pensons que la majorité des hommes en est plus ou moins convaincue — ce sont... « les différences dans les systèmes économiques et sociaux qui divisent les peuples en éléments incontrôlables... » selon une phrase du discours déjà citée — et non plus on ne sait quelle désuète conception d'une patriottisme ridicule et absurde. L'affranchissement de la peur, dont parle M. Truman, n'est plus possible dans le cadre du capitalisme : c'est elle qui oblige — et que inexistantes — le plein emploi non de fâcheuses raisons philanthropiques et l'absolue nécessité de l'exportation, sous peine de troubles sociaux aux Etats-Unis.

Elle est à l'origine — cette peur — de la politique extérieure soviétique, l'URSS étant menacée, pensent ses dirigeants, par une coalition d'intérêts, et elle exige en conséquence le maintien des « satellites » à la fois comme glacis stratégiques et comme réceptacles et fournisseurs de denrées et produits. C'est encore la peur qui a contribué aux exigences du 4th

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

L'ANARCHISME EN ACTION

II. — L'État, préjugé tenace

Il est une opinion très répandue maintenant : c'est que le capitalisme vit ses derniers moments. Depuis ses partis sans intérêts jusqu'à l'indifférence sceptique, en passant par le privilégié et le déshérité social, ce phénomène naturel est communément admis. Si ce régime ne s'effondre plus rapidement, les préjugés tenaces y sont des facteurs solides plus importants que les palliatifs et remèdes de « bonne femme » dont on drogue le moribond.

Le capitalisme est dès maintenant considéré par la majorité de l'opinion publique comme une organisation sociale imparfaite et susceptible de disparition. Cela ne fait aucun doute. Seule la date du décès futur est mise en discussion, les uns croyant encore à un survaut plus ou moins énergique du vieillard, les autres trouvant possible une sorte de « règne » transitoire, héritière des dernières convulsions matérielles — et matérielles seulement — les plus impatients enfin — dont nous sommes — convaincus de la nocivité totale des moyens et buts du capitalisme, n'en acceptant l'héritage que pour le transformer immédiatement et de fond en comble.

L'homme de la rue » subit, certes, l'ascendant de l'évolution générale. Mais il pense que le processus sera lent, déplorablement lent. S'il accepte l'idée de la mort du régime actuel, il reste fort perplexe lorsqu'il pense aux héritiers possibles. Ses conceptions — hâtives, parce que récentes — lui font entrevoir un changement social, qui loin d'être révolutionnaire, serait le résultat de sécessions régulières, orchestrées et méthodiques.

En d'autres termes, le régime en gestion doit, selon ses vues primaires, conserver les bonnes choses du capitalisme et en éliminer les mauvaises. Com-

me si notre archaïque système en vigueur n'avait depuis longtemps perdu les voies historiques qui le hissèrent dans le passé aux sommets des nécessités sociales !

L'erreur provient du renversement soudain des idées que se faisaient autrefois à peine dix ans auparavant les hommes sur les régimes en général et sur le capitalisme en particulier. Ils sont brutallement aperçus que les organisations sociales n'étaient pas immuables, intangibles et qu'elles subissaient le sort des mortels en disparaissant. Quel détonnant alors que, mal remis de leur émotion due à cette fulgurante vérité, ils n'aient encore eu le temps d'y réfléchir à loisir ! Eberlués et abasourdis même par le choc sans préparation — les peuples essayant péniblement de rassembler les matériaux épars, à portée de leurs mains, et de leur compréhension actuelle, de l'agonisant capitalisme en vue de les utiliser pour la construction du régime futur.

Et cela produit l'incohérence, l'iménéable régime marxiste, n'eût d'autre cerf-volant que l'héritage communiste, parce que récentes — lui font entrevoir un changement social, qui loin d'être révolutionnaire, serait le résultat de sécessions régulières, orchestrées et méthodiques.

C'est la loi du moindre effort dans toute son impuissance et aussi dans sa nocivité désastreuse. Car le nouveau régime ne résoudra rien, sera d'une décadence monumentale que ce soit dans le domaine idéologique ou matériel. Conserver des institutions néfastes du capitalisme, s'appuyant forcément sur l'ordre coercitif, c'est-à-dire se protégeant contre les aspirations populaires par la police et la magistrature, entraînent la ruineuse armée pour l'ordre extérieur et intérieur, réclamant l'appui d'une religion abusante et tentaculaire, sans laquelle aucun Etat ne peut gouverner, les difficultés mortelles qui hâtent la fin de notre régime actuel, se répandant sous les contraintes matérielles et idéologiques.

Argus était un héros de l'antiquité auquel la générosité naturelle avait été favorable en lui accordant une bonne centaine d'yeux dont cinquante demeuraient constamment ouverts.

On conçoit avec aisance les avantages, que pouvait présenter pour lui cette abondance de possibilités optiques.

Rien ne savait échapper à sa vue.

Son père limiteur de Bourg-en-Bresse est complètement myope.

Il existe à Paris des opticiens universellement réputés.

Consultez-les.

Certes, cette initiative entraînera de grosses dépenses vu le nombre élevé de vos organes visuels.

Mais, depuis que votre patron — le grand parti — entretient des relations sexuelles ou plutôt homosexuelles avec le capitalisme, il se trouve en mesure d'acquitter les dépenses les plus importantes. N'hésitez pas.

Géo CEDILLE.

Un problème urgent

Pour beaucoup, le problème de l'éducation demeure un problème secondaire visant à l'« instruction » des enfants de toutes conditions. Or, le problème est beaucoup plus vaste et sa solution des plus urgentes.

Si vous exposez à un homme, du peuple tant soit peu évolué, la doctrine anarchiste (en évitant de prononcer le mot qui lui ferait boucher les oreilles) il vous répondra : « Entièrement d'accord, mais avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, c'est impossible ». Vous connaissez ce raisonnement et ses défaits. Il n'en est pas méconnaissable la partie de vérité : le peuple manque d'éducation sociale, ce n'est pas sa faute, mais il convient d'y remédier immédiatement. Il faut que tous les éducateurs soient persuadés de cette urgence. Beaucoup d'instituteurs notamment ont déjà fait un grand pas dans ce sens.

Les instructions officielles aussi. Mais le matériel ? Car sans lui l'Ecole française ne sortira pas du lorrain, du verbe où s'ensile l'école traditionnelle bourgeoisie. Et que fera l'instituteur, même s'il veut être dans la note des instructions « magnifiant l'Ecole active », s'il n'a pas les outils nécessaires ? Obligatoirement, du verbe. Or, rien de solide n'est jamais sorti du verbe.

Quel but doivent donc essayer d'atteindre immédiatement les éducateurs ?

1^{er} Renverser les fausses conceptions de la morale et de la culture bourgeois qui subsistent au fond de beaucoup d'esprits, se croient avancés.

2^e Habiter les enfants à se considérer comme des individus capables de quelque chose et non comme des épaves devant se laisser jumiber de « sauvage ».

3^e Habiter les enfants à une vie sociale proche de celle qui nous souhaitons : coopératives et self-gouvernement. Entendons-nous : il faut d'abord les accoutumer : personne ne leur ayant appris à user de la liberté.

4^e Leur donner l'habitude du travail personnel et celle de ne rien accepter que son bénéfice d'inventaire.

Or, les écoles actuelles ont été conçues pour des travaux collectifs où l'élève reste immobile. Les programmes laissent dans l'ombre bien des questions intéressantes les enfants — astrophysique par exemple. Les manuels scolaires, en vers de l'optimisme et métaphysique d'esprit de soumission qui les inspirent ne dispensent qu'un enseignement figé, livresque et nocif.

Or, un Etat qui ne consacre même pas 1/15 de son budget à l'éducation

est incapable d'assurer une réforme efficace.

D'ailleurs tient-il ?

Mais déjà, les instituteurs consacrent leurs loisirs et souvent une partie de leur traitement, à commencer une réforme qui doit permettre au prolétariat de prendre conscience.

Raymond LAURENT

Marcel LEPOIL

Voici les faits :

Un soir, quasi de Jemmapes, des agents surprennent deux individus en train de voler des pneus.

Des coups de feu se croisent dans la nuit. Un agent est tué.

Les voleurs de pneus parviennent à s'enfuir.

Plusieurs heures après, on arrête deux frères Roger et Lucien Rouy.

Jamais leur présence sur les lieux n'a été établie.

Qu'importe. Ce n'est pas cela qui compte. Roger Rouy, qui passe aujourd'hui seul en Cour d'Assises, son frère étant abattu, alors qu'il tentait de s'évader de prison, est le petit-fils d'un bagnard, fils d'un alcoolique actuellement en prison pour vol. De plus, il sort d'une maison de « redressement ». C'est la société qui ouvre les portes de redressement, mais c'est l'enfant qui est responsable de la façon dont il y a été élevé. C'est bien naturel.

Avec une telle généalogie, on ne va pas loin. A Sparte, on précipitait du haut d'un rocher, les enfants qui naisstaient difformes ou infirmes. Aujourd'hui, on attend qu'il ait atteint leur majorité, et qu'après avoir passé leur jeunesse dans des sortes de galères, ils répondent de près ou de loin au signalement d'un quelconque gangster.

C'est la même chose, avec l'hypocrisie en plus. L'hypocrisie, première vertu bourgeoise, allégement adoptée par la démocratie, « Liberté, Égalité, Fraternité » doivent s'entendre dans le sens d'hypocrisie, sous peine de malentendus, dont les conséquences peuvent aller jusqu'à la peine capitale.

Mais ce n'est pas la que nous voulons en venir. Voler des pneus, c'est peut-être très mal, mais un agent, c'est peut-être très mal, nous le reconnaissent bien volontiers, malgré le peu de considération que nous avons pour cette sorte d'individus. Il en faut dans une société bourgeoise. Il faut que qu'elle se défende d'une société, et nous sommes trop bons joueurs pour lui demander de nous céder la place par pure philanthropie.

Il fait bien, d'autre part, que tous ceux qui sont incapables de travailler de leurs mains ou de leur cervau trouvent une occupation lucrative et peu fatigante dans l'armée ou dans la police. Nous attendons le premier tour pour les retrouver.

Voler, tuer, tout cela est très mal, nous sommes d'accord. Encore faudrait-il, avant de condamner quelqu'un, s'assurer de sa culpabilité.

Encore faudrait-il au sujet, par souci de la sacro-sainte égalité, perdre aux réverbères de la Place de la Concorde, les dix ou douze traîquantes notoires compromises dans les divers scandales de la farine, du lait condensé, de la viande, du vin et des textiles, pour n'en citer que quelques-uns.

On avait entendu dire que M. Farge avait obtenu la peine de mort pour les trafiquants. Un bombardement, sans doute.

Il avait aussi menacé de partir, à grand fracas, s'il n'obtenait pas la promulgation de cette loi. Il est toujours là. Tout cela, ça manque un peu de logique.

Malgré tout, par une telle mesure, le Gouvernement et la Société actuelle arriveraient peut-être à renforcer une partie de la confiance du peuple. Nous n'y tenons d'ailleurs pas particulièrement.

VIVA LA F.A.I.

Citoyen d'honneur de Guernica

Citoyen d'honneur de la ville dont les habitants réservent à leur grand homme cette fête qu'a connue un autre grand homme : un crochet à l'étagère d'une boucherie,

avec une devise :

VIVA LA F.A.I.

MONTLUC.

Allons ! l'herbe a repoussé. Les ruines se sont relevées... Malgré l'oppression, Guernica pouvait espérer revivre. Malgré l'oppression, le peuple basque pouvait, sinon oublier — qui donc oublierait jamais les crimes du fascisme — du moins attendre, se recueillir. Préparer en silence l'endroit où la construction de son rêve deviendra réalité.

Il ne l'a pas voulu. L'instant obscur, qui pousse l'homme à masquer l'horreur qu'il a lui-même à la vue de la boute dont il est imprégné par un régime infectieux, a poussé Franco... Citoyen d'honneur de Guernica... Citoyen d'honneur de l'ieu de son crime — Citoyen d'honneur du théâtre de ses abjects forfaits — Citoyen d'honneur... Franco a peur... Franco craint la C.N.I. et la F.A.I. Comme un patérien traîne son boute... Franco traîne Guernica.

La colère monte à travers l'Espagne. La résistance s'organise et Franco fait paître les viles... Le peuple souffre et paive...

A Barcelone, l'enchevêtrement des guirlandes et des motifs donne à la lumière cette formule magnétique :

— VIVA LA F.A.I.

Citoyen d'honneur de Guernica

Citoyen d'honneur de la ville dont les habitants réservent à leur grand homme cette fête qu'a connue un autre grand homme : un crochet à l'étagère d'une boucherie,

avec une devise :

VIVA LA F.A.I.

MONTLUC.

Les inquiétudes de la papauté

L'Église, comme tout le monde, n'est pas insensible aux influences extérieures, psychologiques, si sa capacité d'y résister est plus forte que partout ailleurs. Elle suit atteinte la moie du siècle : le dynamisme, et y fait face avec toute la force d'inférieure et de patience qui est l'une de ses caractéristiques et de son originalité — non enviable.

Longtemps, très longtemps — de 1870 — elle reste pour ainsi dire immobile, immobile, figée dans la tradition et la routine, entourée de l'estime générale des gouvernements, dont le degré de sympathie est secondaire le résultat, non de convictions sincères, mais d'opportunité politique ou, autrement dit, de l'actualité de l'époque.

Le pape de 1870, un fait nouveau ouvre pour elle une ère de désagrégation : c'est le geste révolutionnaire en fait en soi de l'absolutisme par le moyen exactement, par la Maison de Savoie, de ses biens territoriaux, temporels. Le fait est révolutionnaire en ce sens qu'il bouscule un millénaire de choses établies, reconnues et approuvées. Il l'encore, parce qu'il a, de plus, une opinion publique nombreuse, considérable et — à plus d'un titre — très forte.

Il n'est plus à la Papauté, que le Vatican, dont les Papes qui se succèdent et font une sorte de réclusion volontaire et le Palais du LATRAN qui sera providentiel — sans jeu de mots — en 1929. A chaque accession au Trône du Saint-Siège le nouveau pape déclare : « Je ne suis pas admis le bien-fondé et la reconnaissance juridique. Nous verrons bien que ces déclarations formulées usées du capitalisme privé, ses palliatifs et son érotisme d'action sociale. Car, ne l'oublisons pas, l'autorité est la manifestation la plus éclatante de l'incapacité sociale.

L'U.R.S.S. est en effet le plus exemple de l'immobilité réactionnaire, entre le Saint-Siège et les gouvernements italiens. Les rapports officiels étaient inexistant, par suite de l'obstination des papes à se considérer spoliés arbitrairement par le geste de 1870, des fonctionnaires inutiles furent employés en qualité d'intermédiaires. A Rome fut nommé le commissaire de police du quartier voisin du Vatican — les Borgi — qui recevait et exécutait les consignes concernant les problèmes administratifs exigants une solution.

Le Saint-Siège pouvait y voir un symbole consacrant sa perte de puissance réelle, positive, matérielle et épiloguer tristement sur la durée des temps, regrettant l'époque heureuse où son pouvoir temporal, également le spirituel.

Pour les questions concernant précisément ce domaine dont les biens étaient reconnus implicitement par les gouvernements italiens, c'était le procureur directeur des cultes du gouvernement qui servait d'intermédiaire. Un certain baron Monti y acquit une réputation véritable. Mais l'emploi ce ce nom de Monti impliquait évidemment la révision des institutions et les biens dont nous parlons sous l'ordre psychologique et au bénéfice exclusif des dirigeants italiens. L'Église italienne — qui avait conservé, elle, tous ses droits — était absolument indispensable pour enseigner cet esprit de soumission — en conformité avec l'idéologie religieuse — sans laquelle aucun gouvernement n'est à même d'imposer ses volontés.

Un amoureux, « avec tendances de dégénération pathologique, possible de l'adulte », a tout récemment logé trois balles dans le corps de sa bien-aimée.

Un témoin, le médecin psychiatre, Courtois, entendu par la Cour, conseilla aux juges de formuler un verdict thérapeutique. Ce verdict consistait à recommander au meurtrier... tenez vous bien... un engagement dans l'armée !

Cette histoire de lous n'est pas, comme on peut en juger, dépourvue de toute couleur !

L'EVOLUTION CONTRE L'ÉGLISE

Désormais, la presse quotidienne n'a pas fini de nous étonner. Cette fois c'est « Le Parisien Libéré » qui s'inscrit, palpitante hebdomadaire, au devant de l'absurde du pouvoir temporal du Saint-Siège, antrelle, presque à l'insu de l'opposition, mais avec un bel effet.

On s'ennuie cette période de temps et dans les faits et dans les esprits, ne laissant au Saint-Siège que le pouvoir spirituel. Il y a ici — et il aurait été nécessaire de s'y attacher — un événement gros de conséquences parce que symptomatique : la disparition de la puissance temporelle de l'Église accuse une évolution — lente tout d'abord, mais, comme toute évolution spirituelle, à tendance accélérante — concernant l'avenir de cette institution sur le domaine spirituel. Où des siècles ont été nécessaires pour lui insuffler une vieillesse prodigieuse.

... Le pouvoir temporel disparait donc et dans les faits et dans les esprits, ne laissant au Saint-Siège que le pouvoir spirituel. Il y a ici — et il aurait été nécessaire de s'y attacher — un événement gros de conséquences parce que l'Église affirme que l'ordre temporel de l'Église accuse une évolution — lente tout d'abord, mais, comme toute évolution spirituelle, à tendance accélérante — concernant l'avenir de cette institution sur le domaine spirituel. Où des siècles ont été nécessaires pour lui insuffler une vieillesse prodigieuse.

On s'ennuie cette période de temps et dans les faits et dans les esprits, ne laissant au Saint-Siège que le pouvoir spirituel. Il y a ici — et il aurait été nécessaire de s'y attacher — un événement gros de conséquences parce que l'Église affirme que l'ordre temporel de l'Église accuse une évolution — lente tout d'abord, mais, comme toute évolution spirituelle, à tendance accélérante — concernant l'avenir de cette institution sur le domaine spirituel. Où des siècles ont été nécessaires pour lui insuffler une vieillesse prodigieuse.

... Le pouvoir temporel disparait donc et dans les faits et dans les esprits, ne laissant au Saint-Siège que le pouvoir spirituel. Il y a ici — et il aurait été nécessaire de s'y attacher — un événement gros de conséquences parce que l'Église affirme que l'ordre temporel de l'Église accuse une évolution — lente tout d'abord, mais, comme toute évolution spirituelle, à tendance accélérante — concernant l'avenir de cette institution sur le domaine spirituel. O

PROBLEMES



ESSENTIELS

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

L'association d'usagers dans la commune libre

Entre autres tâches urgentes dont devra s'acquitter la Révolution après avoir détruit le patronat et l'Etat, il lui reviendra d'assurer le bon fonctionnement des Services Publics.

Le bien-être de la population ne résidera pas seulement dans la solution des problèmes de la production, de la distribution et des échanges, mais aussi dans l'usage qu'elle peut faire des commodités qui contribuent à l'effort humain d'être aussi diminué que possible et aux individus de communiquer les uns avec les autres sans difficulté matérielle.

Parmi ces services publics (ces « administrations » pourraient-on dire également), citons à titre d'exemples : les postes et chaussées, les chemins de fer, les postes, les autobus. Toutes ces entreprises, puisque, même aujourd'hui qu'elles sont propriété privée ou d'Etat, demeurent en ce qu'elles sont théoriquement au service de toute la collectivité, bien que l'usage qu'en fait chaque individu soit strictement personnel. Une réserve est cependant nécessaire quant au caractère public ou privé qui est attribué à la propriété des réseaux qui est absolument gravité et par conséquent à la portée de tous, l'usage qui peut être fait est proportionnel aux sommes d'argent dont dispose l'usager éventuel. (Qui importe au prolétariat de Marseille qu'il y ait de nombreux trains pour se rendre de sa ville à Paris si n'importe les moyens de se payer ce voyage ?).

Apparemment, tous les travaux entrepris actuellement pour améliorer ces services ont pour objet la commodité publique sans distinction de classe. Or, en réalité, ils visent à trois buts, variant selon les circonstances :

- Satisfaire une classe privilégiée qui, ayant au cœur de l'administration ou dans la politique de solides appuis, a fait connaître ses désiderats ;
- La réalisation de bénéfices certains par des entrepreneurs ayant solidité des commandes ; lesquels, en retour, savent à récompenses « les personnes haut placées (parlementaires, hommes d'Etat ou administrateurs), auxquelles ils doivent d'autant plus de profits»;
- Prévenir l'agitation pouvant être provoquée à la suite d'une pression exercée sur les pouvoirs publics par les couches populaires afin d'obtenir des améliorations. (Si ces couches populaires infirmes sont parfois écoutées, c'est qu'elles sont pratiquées — ou menacées de pratiquer — l'action directe en faisant la démonstration de leur force; mais le cas est malheureusement trop rare).

Si l'on retient que de ces trois buts, les deux premiers sont les plus fréquemment pris en considération (car les couches défavorisées de la population ne recourent, dans ce genre d'affaire, que rarement à l'action directe), on se rend aisément compte que les améliorations apportées visent bien plus à satisfaire les intérêts particuliers des privilégiés qu'à faciliter l'existence de toute la collectivité. Une minorité seulement (celle qui possède ou dirige) étant couramment écoutée par les gestionnaires de ce qu'il est convenu d'appeler le bien public, la liberté individuelle n'est, ici encore, qu'une fiction.

Dans la commune anarchiste, toutes les grandes administrations seront gérées par les organisations syndicales dont elles ressortiront professionnellement. Le syndicalisme étant alors devenu l'élément constructeur d'une économie nouvelle, le syndicat deviendra, dans sa sphère respective, la section administrative responsable de la population du service public dont il aura la charge. Toutes les sections administratives auront entre leurs lieux officiels et interprofessionnels. Un organisme de liaison (la Fédération des services publics) établira les rapports entre tous ces services.

Dès groupes entre eux, ils seront intégrés à l'économie générale par le

canal des conseils économiques, et à tous les échelons.

Pour éviter toute confusion dans les termes, précisons que nous n'appelons point ces organisations des « coopératives de production », — bien que nous groupions que des travailleurs en activité — car cette appellation sous-entend par la chose qu'elle désigne la production de produits consommables. Or, si le travail nécessaire au bon fonctionnement des services publics est aussi considérable que celui des autres branches, il n'en est pas moins vrai que ce travail n'est un produit immédiatement commençable, sous la forme des services qu'il rend, et par conséquent bien particulier.

Qui caractérise la nouvelle forme de gestion des services publics et leur donner des bases essentiellement populaires, ce seront les Associations d'usagers par lesquelles la population fera connaître ses besoins et qui, de ce fait, constitueront le guide de la production de ce genre se verront constituées (associations auxquelles nul ne sera tenu d'appartenir) et grouperont les usagers d'un ou de plusieurs de ces services. Elles se réuniront périodiquement et, au cours de leurs assises, les usagers discuteront des aménagements devant être apportés dans l'intérêt communal. Tous les points de vue y seront confrontés, enrichis d'innombrables initiatives individuelles. Il en résultera naturellement un sens utilitaire élevé ainsi qu'une connaissance approfondie du mécanisme social.

L'association d'usagers jouera ici un rôle équivalent à celui de la coopérative de consommation dans la distribution.

Les diverses associations d'usagers, groupées entre elles à tous les échelons, feront connaître les besoins de la population chacune dans son champ d'action respectif ; besoins qui seront satisfaits au prorata des possibilités du moment. On ne verra donc plus de travaux entrepris pour des besoins quasi inexistant (ce qui aboutit à un gaspillage d'efforts), mais au contraire, tous seront pris en considération les aménagements, les créations dont la population aura proclamé la nécessité.

Pour des entreprises dépassant le cadre communal, les associations de toutes les communes intéressées, grâce à leurs liens fidèles étudieront entre elles les problèmes dont la solution ne pourra être qu'intercommunale, voire interrégionale (ce sera souvent le cas pour la voirie, les chemins de fer ou l'électrification).

Le capitalisme ne sera plus l'outil d'extension à nouvelles couches populaires, — disons même à toute la population — des stratégies que peuvent donner la technique moderne et ses immenses possibilités de production. Le ressort de l'économie ne sera plus faussé par la fondation patronale et la notion capitaliste du profit, car le ressort en sera le besoin.

Quant à l'Etat, qui viendrait-il faire dans cette nouvelle organisation ? Alors qu'il ne pourrait s'imposer ses vues et compliquer le mécanisme, la Fédération, surgi des masses populaires, ne fera que coordonner les diverses activités pour leur donner plus de vigueur.

André DEVAL.

Vote et Révolution

Suite de la 1^{re} page

de se mettre sous leur joug, pour éviter la dictature. Un patron rapace fera supporter des bas salaires en rappelant aux mécontents que des hommes sont à la porte. Et la voix des hommes d'Etat s'élevera pour dire : « Travaillez ! sinon vous aurez la guerre ! »

La peur est la psychos qui permet d'asseoir les dominations.

L'homme qui vote a peur... en voyant qu'il n'a pas de pire... toujours la même geste qui consacre l'inégalité sociale et l'injustice ? Le pire, n'est-ce pas cette foi campeilleuse en des imposteurs ? N'est-ce pas de donner sa confiance en des don Quichotte, flagorneurs ou inscrutables, selon les circonstances, qui se brutalisent avec des mots dans les hémicycles pour se servir la main à la sotie ou dîner en société ? Le pire, n'est pas que les « représentants ouvriers » ne puissent être distingués des astuces « qui se feront des politesses pendant que vous pourriez ? »

Il ne nous reste plus que notre conviction en l'évolution inéluctable sans quoi le désespoir s'emparera de nous. Nous n'aurions même plus la force de lutter tant la bêtise nous paraîtrait inévitables.

Le régime des promesses aura fait place à celui des réalisations. Le régime du bluff, de la propagande barnum et des statistiques creuses, aura fait place à une vie sociale honnête où l'hypocrisie inutile disparaît des rapports ; la concurrence vitale ayant cédé le pas à l'aide mutuelle, des meurs paisibles se développeront et l'on pourra assister à un grand phénomène de pureté morale.

Pourquoi moraliser puisque la basesse est une institution légale ?

Ne faut-il pas soulager tout d'abord ? Pour faire cet immense travail de régénération physique et morale de l'espèce humaine, on n'aura que faire de disséminer les urnes dans les villages les plus reculés, dans les terres désoeuvrées où l'homme est aussi rare que la végétation, nous accomplirons notre tâche.

Évidemment, anticipant parlementaires, nous n'avons pas changé d'un iota. Nous ne jurons pas aux stratégies des « grands voiles » qui tournent toujours la tête.

Si la grande partie de la société boucle à nous suivre, ne tourne-t-elle pas pour cette raison le dos à son honneur qu'elle peut et doit faire elle-même ?

Avec quelle satisfaction les consciences d'escaves vous jetter à la face : « ce que vous voulez, n'arrivera jamais ! »

« Sans doute, pourront-on leur répondre, avec des hommes qui, comme vous, attendent toujours les directives.

Avec vous qui demain seriez prêts à nous faucher à la mitrailleuse ou avec une arme plus moderne pour assurer votre nouvel Etat où le silence des cités sera la veru cardinal !

Mais il n'est pas que vous triompherez parce que nombreux ne veulent pas bouger pour rien ! »

Il faut espérer que les grandes masses ne bougeront pas pour rien.

Electeurs débonnaires, aujourd'hui, nous nous plaignons à croire que ceux qui font l'histoires seront demain d'arrières révolutionnaires qui ne reposent leur action que sur les ruines de toutes les dictatures. Cet effort doit être dédié, comme un painifiant inutile et anesthésiant ; mais il doit être dénoncé comme le moyen de décourager en permanence l'ardeur révolutionnaire. Ceux qui le prêchent dans les masses doivent être considérés plus réactionnaires que les révolutionnaires.

Le prolétariat connaît ses ennemis mais il connaît mal ses ennemis qui forment les cadres de ses organisations ennemis ouïe au masque trompeur qui ne luttent pas pour le bien-être général mais pour établir un esclavage moderne capable de remplacer celui qui meurt !

L'antiparlementarisme gagnera en crédit avec les permanentes déceptions des masses toujours confiantes. Il faudra peut-être du temps avant que les représentants cessent leur règne mais l'évolution serait immobilié si les mêmes erreurs devaient s'inventer.

VIENT DE PARAITRE

« Histoire des Bourses du travail, ouvrage posthume de Fernand Pelloutier.

Prix 120 fr. En vente à la Librairie Sociale, 145, quai de Valmy.

COMMUNIQUE

En raison des augmentations successives qui se manifestent dans tous les domaines, le « REBELLE » (ex-insurgé) se dérange dans l'obligation de césser sa parution.

Nous remercions vivement les camarades qui ont contribué à la vie du journal, et nous félicitons les amis qui l'ont soutenu.

Les derniers numéros, pris de joindre pour l'envoi 10 fr. par livre et 1 fr. pour les brochures.

ROMANS

Prugnot : Béton, armé, 125. Harry Poupart : L'Éternel de la Paix, 50. Charles Gauthier : Religion et Sexualité, 50. Chaumily : Lettres d'amitié, 50. Georges Grasset : Le Tormenteur de la Ville, 50. Jack London : Le Talon de Fer, 125. Maxime Goriki : La Mère, 120. Han Ryner : Le Sphinx Rouge, 50.

BROCHURES

Benjamin : De l'autre réservoir d'eau, 6. Rocker : De l'autre rive, 6. Ch. A. Bon-Temps : L'Esprit Libertaire, 5. Bessard : Principe d'ordre, 6. L'Amour, 12. L'Amour et l'Etat, 10. Laborde, 12. Qu'est-ce que le Proletariat ?, 10. Barbette : Pour la Justice économique, 10. Les derniers combats, pris de joindre pour l'envoi 10 fr. par livre et 1 fr. pour les brochures.

DOMÈNECH Joseph, espagnol, rescapé du K. L. M. ; BRUTELLE Georges, français, rescapé du K. L. B. ; JOURDA Jacques, français, rescapé du K. L. B. ; PERRIN-ODEON, rescapé de ses Wansleben.

Un espagnol rescapé des bagnes nazis, des forces de la résistance en Espagne, dira au peuple de Paris les souffrances de nos amis espagnols en lutte contre Franco.

Manifestation franco-espagnole

En souvenir des 10 000 Espagnols morts dans les camps d'extermination nazis et pour aider la résistance intérieure contre Franco, ce complot de Hitler et Mussolini.

VASTE MEETING LE SAMEDI 2 NOVEMBRE, A 20 H. 30, SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES, 8, RUE DANTON (Métro : Saint-Michel, Odéon)

sous la présidence commune de Emile MORET, président de la Fédération espagnole des déportés et internés politiques, et du Docteur DUBOIS, rescapé de Buchenwald (kommando Dora).

Orateurs :

DOMÈNECH Joseph, espagnol, rescapé du K. L. M. ; BRUTELLE Georges, français, rescapé du K. L. B. ; JOURDA Jacques, français, rescapé du K. L. B. ; PERRIN-ODEON, rescapé de ses Wansleben.

Un espagnol rescapé des bagnes nazis, des forces de la résistance en Espagne, dira au peuple de Paris les souffrances de nos amis espagnols en lutte contre Franco.

LE LIBERTAIRE

A propos de Nuremberg

Suite de la 1^{re} page

prodigieux réalisés. Les dirigeants de l'I.G. Farben s'installèrent dans les pays neutres avec 652 grands chefs d'industrie, dirigeants des 751 cartels allemands créés aux quatre coins du Monde, avec la complicité de la Haute Banque Internationale. Et ce sont lord Vansittart et sir William Beveridge qui dénoncent ce scandale...

Le professeur américain Eric Mann, dans son exposé du 13 juillet à la Sorbonne, a pu préincer que « la plupart des usines de Turquie, de l'Argentine, de l'Espagne, du Portugal, dirigées par des firmes américaines ». Il est évident que le docteur Scheidt pouvait recommander, aux industriels allemands réunis à Strasbourg, le 10 août 1944 : « la guerre ne peut plus être gagnée et (vous) devrez prendre toutes mesures utiles pour préparer la campagne commerciale d'après-guerre. Chaque industriel doit établir des contacts et des alliances avec des firmes étrangères... »

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 mai 1945, déclarant la destruction totale de l'industrie allemande, l'annula le 29 même mois devant les résultats

de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et habilement suivi, à tel point que Hitler, qui avait signé, commenté mais tardivement, un décret, le 29 même mois devant les résultats de la guerre.

Le mot d'ordre fut servilement et hab

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Travailleurs !

Des méthodes d'oppression étatique viennent d'être adoptées sous le nom de *Constitution*, au milieu de l'indifférence et du dégoût général.

Les politiciens *de toutes nuances* vous appellent de nouveau à participer à la comédie qui doit leur laisser, pendant cinq ans, les mains libres pour continuer leurs *tripatouillages* et maintenir leur *régime de corruption*.

L'appétit de la classe dominante ne peut plus trouver d'aliments que par l'utilisation intensive des rouages de l'État.

L'État tend de plus en plus à se substituer au capitalisme privé dans la direction de l'économie par la généralisation de *nationalisations équivoques*.

L'État tente de contrôler toutes les formes de la pensée par ses *organismes culturels, ses partis politiques, sa presse pourrie, sa C.G.T.*

L'État maintient par la brutalité sa domination sur les peuples coloniaux pour s'assurer des bases en vue du *futur carnage*.

Voter pour les Partis, c'est voter pour l'Etat corrupteur et corrompu.

Boycotter les élections,

ce n'est pas abandonner la lutte, c'est dénoncer la naïveté du système parlementaire génératrice d'illusions qui détournent les travailleurs de la seule forme de lutte efficace à laquelle les appellent les anarchistes :

L'ACTION DIRECTE
pour la gestion de la production et
de la répartition par les travailleurs
eux-mêmes.

Adhérez à la Fédération Anarchiste, 145, Quai de Valmy, Paris Xe — Lisez chaque semaine, *le Libertaire*

Cette affiche doit être timbrée à 4 francs et rayée d'un trait de couleur

Le Gérant : R. MARTIN

Impr. Centr. du Croissant,
18, r. du Croissant, Paris